

La dimension sociétale de l'entreprise d'économie sociale

Jean-François Draperi

Number 329, July 2013

Démocratie économique : un enjeu pour les entreprises... et pour les sciences sociales

The societal dimension of the social economy enterprise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017927ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017927ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Draperi, J.-F. (2013). La dimension sociétale de l'entreprise d'économie sociale. *Revue internationale de l'économie sociale*, (329), 4-5.
<https://doi.org/10.7202/1017927ar>

LA DIMENSION SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

Ce numéro 329 poursuit l'ouverture engagée par la *Recma* vers les recherches universitaires qui, sans être spécialisées sur l'économie sociale et solidaire, portent sur elle un regard renouvelé. Ainsi, les travaux de l'école institutionnaliste en économie que Danièle Demoustier avait introduits il y a précisément un an dans le numéro 325. Cette fois, c'est une session de travail du Ladyss de l'université de Paris-Diderot, animé par Thomas Lamarche et Petia Koleva, qui nourrit le dossier de ce numéro. Trois contributions le composent : « Solidarité sociale et identité nationale lors de l'unification de l'Italie : l'exemple de la solidarité artisanale », par Anna Pellegrino ; « La coopérative d'activité et d'emploi à la recherche d'un modèle productif », par Catherine Bodet, Noémie De Grenier et Thomas Lamarche ; et « Finance solidaire et système financier : une approche historique », par Amélie Artis. L'introduction au dossier, de Thomas Lamarche et Petia Koleva, précise l'approche institutionnaliste qui traverse les trois contributions. L'entreprise y est abordée comme un lieu de travail exprimant des rapports de production. Ceux-ci lient des règles (juridiques, mais pas uniquement) à une dynamique de production. L'entreprise est ainsi un espace non seulement économique, mais aussi politique. Concernant l'économie sociale, l'approche institutionnaliste permet de revisiter la question de la démocratie. Les trois contributions soulignent l'importance des innovations sociales, de leur transférabilité, de l'inscription dans le territoire et soulèvent la question de la modélisation. Le lecteur averti, acteur ou chercheur qui connaît bien l'entreprise d'économie sociale, se fera sans doute la remarque qu'il n'a justement jamais considéré la coopérative, l'association ou la mutuelle uniquement comme un espace économique, mais toujours aussi comme un espace politique. A quoi il faut répondre que c'est précisément cette convergence de vues venant de disciplines et de formations différentes qui attire l'attention. L'apport de l'économie institutionnaliste est particulièrement convaincant lorsqu'il questionne les pratiques démocratiques dans l'espace du travail.

Hors dossier, ce numéro comprend trois articles offrant un regard sur l'Europe. Edith Archambault, Eckhart Priller et Annette Zimmer se penchent sur les associations et les fondations en Allemagne et en France et soulignent, fait nouveau, les convergences de leurs évolutions récentes dans les deux pays. Thibault Cuénoud, Charlotte Moreau et Sybille Mertens rendent compte d'une étude européenne sur « Les spécificités managériales dans les entreprises sociales » abordées par la gestion des compétences. Simeon Karafolas et Androniki Katarachia décrivent comment la puissante coopération agricole grecque évolue dans le contexte de la crise.

Quatre comptes rendus d'ouvrages complètent ce numéro. La *Recma* remercie François Espagne d'avoir accepté de livrer ses commentaires à partir du livre de Michel Dreyfus sur le Crédit coopératif publié à l'occasion du centenaire de celui-ci.

Nous souhaitons, enfin, attirer l'attention du lecteur sur l'actualité et les temps forts. Ils sont certes particulièrement riches en cette période, mais la raison essentielle de notre invitation provient de l'excellente qualité, maintes fois soulignée auprès de la rédaction par le comité de rédaction comme par de nombreux lecteurs, de la veille que réalise et restitue Jordane Legleye. En témoigne l'audience qu'a attirée au cours des dernières années le site de la *Recma* (www.recma.org) et sa lettre, dont la rubrique « En bref » est une forme d'introduction et la rubrique « Temps forts » une extension. Que l'on ne s'y trompe pas : cette « Actualité » conçue, organisée et, pour une large part, rédigée par Jordane est bien plus qu'une simple mise à jour de notre information : elle est une invitation à la réflexion critique et argumentée, qui constitue la colonne vertébrale de la revue.

On lira le texte très averti de Danièle Demoustier sur le projet de loi relative à l'ESS. Texte auquel souscrit la rédaction et où l'on comprend que la polarisation sur l'emploi ou que le rôle attendu de l'économie sociale et solidaire face à la crise peut empêcher l'expression d'un projet politique pour une ESS non instrumentalisée.

Soulignons le témoignage de Laura Ortiz (coopérative d'activités et d'emploi Yapluka), Marion Rousseaux (*id.*) et Omar El Jid (doctorant ESS et développement, Ibn Zohr, Agadir) sur le Forum social mondial de Tunis. Ce travail, émanation du groupe « Avec les jeunes pour l'ESS des Rencontres du Mont-Blanc » créé en avril 2012, offre une lecture passionnante, dont la publication prélude à un renforcement des liens entre la *Recma* et les Rencontres du Mont-Blanc.

Patricia Toucas-Truyen poursuit son observation attentive des mutuelles. Elle attire cette fois notre attention sur le risque d'effets pervers de l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par les organisations patronales et syndicales, dont l'une des mesures phares est la mise en place obligatoire d'une complémentaire santé pour tous les salariés du secteur privé, mais qui pourrait accroître les inégalités face à la couverture santé.

Gilles Caire restitue les Rendez-vous de l'Unat, qui se sont tenus du 29 au 31 mai au Touquet sur le thème « Les vacances, une autre réponse à la crise ? ». L'occasion pour l'Unat, qui revendique un « tourisme au service des hommes et des territoires », de continuer sa réflexion depuis longtemps entamée sur les pratiques d'un tourisme social attaché aux valeurs de l'économie sociale.

JEAN-FRANÇOIS DRAPERI